

## Etudes locales d'amélioration de la fonctionnalité des cours d'eau et de réduction du risque inondation sur le bassin versant du Gapeau

### Lot n° 1 : Collobrières

COPIL 2  
01avril 2022

#### RELEVÉ DE DECISIONS

##### **Excusés :**

Mme Fatiha ELMESAUDI – AERMC  
Mme Chantal REYNAUD – DDTM du Var  
M Philippe ROBUSTELI – DDTM du Var  
Mme Laure MARAVAL – Métropole TPM –Contrat de baie des Iles d'Or  
M Julien PREYNAT – Fédération de pêche du Var  
M. Olivier VIGNOULLE - SCE

##### **Personnes présentes à la réunion (Visioconférence) :**

M Patrick MARTINELLI – Président du SMBVG  
M Michel ARMANDI – CCMPM - Adjoint au Maire de Collobrières -  
Mme Nelly LAPREE – DST -Mairie de Collobrières  
M. Michel NIVEAU – OFB  
Mme Emilie DEHESDIN – Chargée de mission Travaux au SMBVG  
M. Philippe RUSSO - Chef de Projet GEMAPI - CCMPM  
M. Lucas HUMBERT - SCE

Début de la réunion : 14h00.

\$

## 1 - Ordre du jour

La présentation et les échanges ont suivi l'ordre du jour suivant :

- Rappel du contexte et des objectifs
- Synthèse de la « Mission 1 : Expertise et analyse du secteur d'étude ».
- Présentation des scénarios d'aménagement au stade esquisse
- Synthèse des incidences des scénarios
- Prochaines étapes

Les points abordés ont fait l'objet d'un support de présentation powerpoint joint à ce compte rendu.

## 2 - Echanges

- **Scénarios étudiés**

À la suite de la réalisation de l'état des lieux programmé lors de la mission 1 et de la présentation des éléments lors du comité technique du 12 juillet 2021, les scénarios d'aménagement retenus visant la réduction de la vulnérabilité et la restauration écologique du Réal Collobrier sont les suivants :

- Secteur A - Saint-Anne :
  - Scénario A1 – Création d'un ouvrage de délestage
  - Scénario A2 – Reconstruction du pont
- Secteur B - STEP :
  - Scénario B1 – Création d'un ouvrage de protection, entretien et renaturation du secteur STEP
  - Scénario B2 – Elargissement du lit du Réal Collobrier
- Etude du risque de rupture du pont
- **Scénario A1 : Création d'un ouvrage de délestage**

Le principe de ce scénario est la création d'un ouvrage de délestage en rive gauche du pont Saint-Anne dans un objectif de limitation des réhausses des niveaux d'eau au niveau de la propriété des HOURCOURIGARAY provoquées par le risque d'embâcles induit par la présence du pont.

2 solutions sont étudiées :

- Solution 1 : Abaissement de la voirie en rive gauche
- Solution 2 : Mise en place de dalots de délestage en RG

**L'analyse des gains hydrauliques attendus (faibles) et des contraintes foncières associées (intervention en terrain privé) ne permettent pas de valider le scénario. Celui-ci n'est pas retenu pour la suite.**

- **Scénario A2 : Reconstruction du pont Saint-Anne**

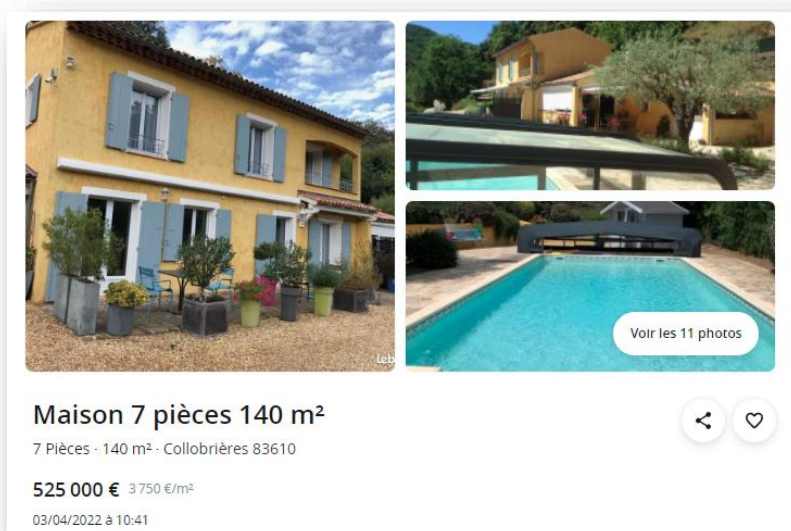
Le principe de ce scénario est la déconstruction et la reconstruction d'un pont à une seule travée, d'environ 20,00 mètres de longueur, sans pile intermédiaire, permettant ainsi de s'affranchir de tous risques d'obstruction et favoriser les écoulements.

Le scénario entraîne un abaissement substantiel de la ligne d'eau dans le lit mineur en amont du pont de l'ordre de 80 cm pour une Q10 et 2 mètres pour une Q100. Ces abaissements permettent de protéger définitivement l'habitation des propriétaires HOURCOURIGARAY située en amont rive droite du pont de Saint-Anne.

210030	
SCE / SMBVG	
01/04/2021	2

Les coûts associés à la démolition/reconstruction du pont sont estimés à ce jour à 900 k€. Le coût de rachat de la propriété est aujourd'hui estimé entre 360 et 400 k€.

La propriété est à ce jour en vente sur le marché de l'immobilier à un prix affiché à 550 k€.



La commune indique qu'il faudrait saisir l'opportunité de la vente. Cependant, le rachat de la maison n'est à ce jour pas envisagé par la commune. Le syndicat indique avoir sollicité les services de l'état pour préciser la faisabilité de mobilisation du fond Barnier pour cette propriété équipée d'un espace refuge.

Le coût des mesures de réduction de vulnérabilité évaluées suite à un diagnostic de vulnérabilité sont estimées à 10 200 €. Ce montant est subventionnable à hauteur de 80 % soit un reste à charge évalué à environ 2000 €.

La commune s'interroge sur l'intérêt de réaliser un mur autour de la maison.

L'OFB indique qu'au vu des forces d'écoulements en crue, les forces seront renvoyées vers l'aval et donc vers le pont. SCE précise que les dimensions d'un ouvrage en capacité de protéger la maison seraient d'approximativement 2.50m moyen de hauteur pour une Q100. Ce type d'ouvrage en lit majeur a peu de chance d'être autorisé en lit majeur et quand bien même ce serait le cas, les coûts associés à ce type d'ouvrage seraient bien supérieurs aux coûts du bien.

La commune et l'OFB indique qu'il semblerait que l'enrochement ait été réalisé sans autorisation.

**Eu égard du coût de rachat de la maison, le pont Saint Anne est un ouvrage stratégique pour la commune. Il permet à ce jour le contournement du centre urbain vers la RD14 et est amené à être plus fortement sollicité étant donné la pression foncière existante en amont du pont. Ce scénario a donc, en dehors des considérations de réduction de la vulnérabilité, un intérêt public majeur. A ce titre, il est demandé de pousser la réflexion de reprise de l'ouvrage au stade préliminaire.**

#### ● Etude du risque de rupture du pont

L'analyse du scénario de rupture du pont pour Q100 montre que le risque est faible pour le centre urbain.

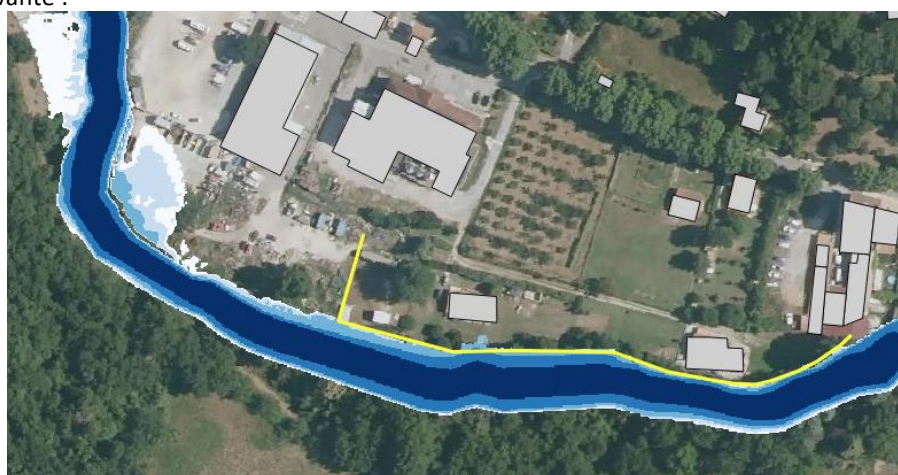
Les niveaux d'eau évoluent en moyenne de 20 centimètres dans le centre pour s'atténuer complètement à la sortie de la traversée soit environ 1.6 km plus en aval du pont Saint-Anne. On note quelques sur inondations sans grandes conséquences sur les enjeux en place.

210030	
SCE / SMBVG	
01/04/2021	3

● **Scénario B1 : Création d'un ouvrage de protection, entretien et renaturation du secteur STEP**

Le scénario B1 a pour principe la création d'un ouvrage de protection en rive droite du Réal Collobrier visant la protection des deux habitations des propriétaires CIMAN et VAISSE, régulièrement impactés par des débordements, la renaturation du cours d'eau et le recul de la déchetterie.

La protection des deux habitations est réalisée à partir d'un mur béton préfabriqué de 1,30m de hauteur moyenne. De façon à sécuriser le réseau d'adduction d'eau potable (captage), l'implantation de l'ouvrage de protection finalement retenue est la suivante :



*Localisation du mur de protection en jaune*

En complément, une protection de berge, d'une dizaine de mètres, constituée d'enrochements libres est installée au niveau de la terrasse des propriétaires CIMAN pour stopper les phénomènes d'érosions présents.

Le programme de renaturation prévoit la suppression de l'ancien seuil et la création d'une ripisylve plus fonctionnelle, plus dense que celle actuellement en place, composée d'essences d'arbres et d'arbustes adaptés aux bords de cours d'eau et semblables à ceux actuellement en place.

En cas de crue, la présence de la déchetterie et des bennes de stockage du centre technique municipal dans le lit majeur pose le problème de pollution à l'aval par charriage des containers présents sur le site. Son déplacement en dehors de l'EBF hydraulique doit être étudié. Le recul de la déchetterie sur le parking est à ce jour rendu difficile car entraîne la suppression d'une zone utilisée pour permettre au bus desservant la commune de faire demi-tour, leur circulation étant interdite dans le centre urbain.

La CCPM précise qu'une délocalisation de la déchetterie est envisageable eu égard de foncier disponible et va revenir vers la commune pour étudier les opportunités.

La commune demande à ce que soit protégé dans ce scénario le poste de relevage d'AEP.

Les coûts associés à la réalisation du scénario sont de 435 k€.

L'agence de l'eau considère le projet comme ayant une envergure hydraulique et sera en mesure d'accompagner ponctuellement le projet sur les replantations de ripisylve.

Le coût de rachat des deux propriétés est aujourd'hui estimé à environ 250 k€ chacune. Le coût des mesures de réduction de vulnérabilité évaluées suite à un diagnostic de vulnérabilité sont estimées à 8 et 5 k€. Ce montant est subventionnable à hauteur de 80 %.

210030	
SCE / SMBVG	
01/04/2021	4

La commune indique qu'il faut s'interroger sur le rachat pour destruction des maisons et saisir l'opportunité que les propriétaires actuels seraient cédant. La CCPMP précise qu'actuellement des demandes de rachats avec le fond Barnier sont en cours pour le PAPI des Maures. Elle propose d'associer à la demande celle de Collobrières.

- **Scénario B2 : Elargissement du lit en rive gauche**

Le principe du scénario B2 est la réduction des hauteurs d'eau en rive droite, où sont installés les principaux enjeux, par élargissement du lit en rive gauche.

Non présenté en réunion.

**Les gains hydrauliques d'un tel scénario sont faibles et ne permettent pas de mettre hors d'eau les deux habitations. En parallèle, les incidences d'un tel scénario sont fortes sur la ripisylve en place et sur l'arboretum (destruction partielle à prévoir). Celui-ci n'est pas retenu pour la suite.**

### **3 - Relevé de décisions**

Suite à la présentation des scénarios, il est acté que le scénario le plus intéressant pour répondre aux objectifs de l'étude est :

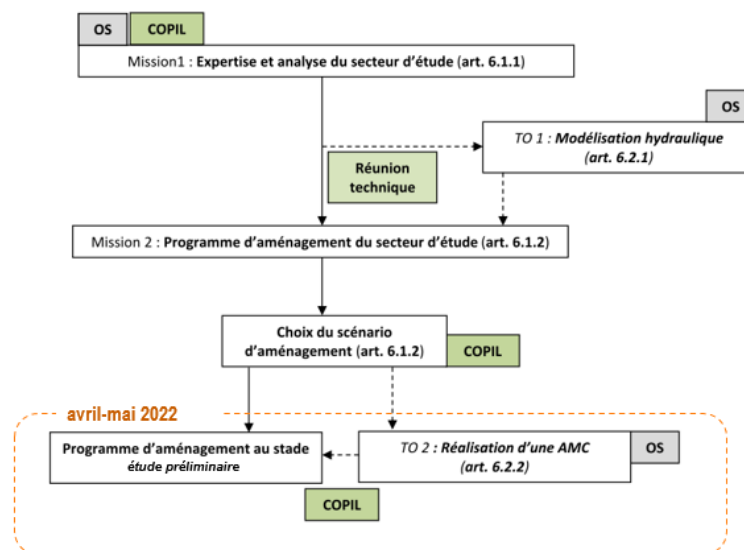
- le scénario B1 « Création d'un ouvrage de protection, entretien et renaturation du secteur STEP » en intégrant la protection du poste de relevage d'AEP.
- le scénario A2 « Reconstruction du pont Saint Anne »

Fin de la réunion :15H45.

**NB : Post réunion :** afin d'analyser les possibilités d'aides pour le rachat des biens, le SMBVG s'est orienté vers l'Etat pour la maison du pont Saint Anne et vers l'Agence de l'eau pour les maisons du secteur de la STEP (restauration EBF).

210030	
SCE / SMBVG	
01/04/2021	5

## 4 - Prochaines étapes



210030	
SCE / SMBVG	
01/04/2021	6